

Bulletin d'histoire politique

Entre le lys et l'érable

Jean-Herman Guay, Pierre-Alain Cotnoir, Pierre Drouilly and Pierre Noreau



Volume 6, Number 1, Fall 1997

L'histoire sous influence

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063287ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063287ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Guay, J.-H., Cotnoir, P.-A., Drouilly, P. & Noreau, P. (1997). Entre le lys et l'érable. *Bulletin d'histoire politique*, 6(1), 28–42. <https://doi.org/10.7202/1063287ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1997

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Entre le lys et l'érable



Jean-Herman Guay
Université de Sherbrooke

Pierre-Alain Cotnoir
Coopérative Centre René-Lévesque

Pierre Drouilly
Université du Québec à Montréal

Pierre Noreau
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Les auteurs sont membres du Groupe de recherche sur l'opinion publique (GROP). Ce texte est basé sur un exposé fait le 11 juin 1997 devant les IPSO (Intellectuels pour la souveraineté)

I. Requiem pour une défaite

Souvenez-vous: le soir du 30 octobre 1995, les souverainistes soulignaient fièrement leur quasi victoire. Ils avaient presque gagné; il ne leur manquait que quelques milliers de votes. «À bientôt» lançait le vice-premier ministre Landry. Il aurait suffi pratiquement qu'un électeur par bureau de vote change son fusil d'épaule pour qu'un nouveau pays apparaisse sur la carte du monde. Le diagnostic était prononcé avec certitude: l'accession à la souveraineté était dans son dernier droit; le mouvement est à présent inéluctable. Avec le renouvellement des générations, certains ont même prédit à quel moment l'on pourrait hisser le drapeau du Québec souverain! Cet optimisme est fondé sur un postulat fort simple: une fois que l'on devient souverainiste, il n'y a plus de retour possible; le phénomène est irréversible. «Souverainiste un jour, souverainiste toujours» illustre bien cette épistémologie de l'opinion publique québécoise: une fois convaincu, point de retour.

Le soir du 2 juin 1997, les souverainistes réalisaient que leur lecture de l'opinion publique québécoise était peut-être trop simple. La conviction souverainiste est plus friable qu'on ne le croit. On a eu beau obtenir 44 sièges, il n'en reste pas moins que l'on enregistre une perte de 11 points de pourcentage, une perte de quelque 500 000 votes. Le 2 juin dernier, le mouvement souverainiste a obtenu son pire score depuis plus de vingt ans. Il faut avoir la lucidité de tirer les leçons de cette défaite.

Des couches friables

Mais, pour cela, il faut porter les bonnes lunettes: quand les sondeurs veulent à tout prix ranger tous et chacun dans une logique binaire — OUI ou NON — on obtient une image trompeuse de la réalité, comme si elle était composée de deux blocs monolithiques. Une analyse plus poussée de l'opinion publique nous apprend que l'appui à la souveraineté est finement stratifié.

Une métaphore géologique nous permet d'illustrer cette réalité. Si on analyse le vote du OUI obtenu le 30 octobre 1995, on trouve au départ une strate de calcaire formant 30 % de l'électorat. Ces gens sont acquis à la souveraineté. Peu importe les porte-parole, les événements de campagne, ou leur traitement médiatique, leur choix ne fait pas de doute, du moins sur une longue période. Ils sont également cohérents: ils votent pour le Parti québécois au provincial, pour le Bloc à Ottawa. En 1992, ils ont rejeté l'accord de Charlottetown et répondent OUI à la souveraineté d'une enquête à l'autre. Ils ont voté OUI en 1995. Les politiques budgétaires du gouvernement Bouchard peuvent aujourd'hui les hérisser, les choquer, mais leurs convictions souverainistes sont à ce point cristallisées qu'ils ne dérogent guère de leur ligne de conduite, du moins dans leur très large part.

La seconde strate d'électeurs est celle du grès, une pierre déjà plus fragile: ils forment environ 15 % de l'électorat. Leur conviction est moins nette; ils n'ont d'ailleurs pas porté un intérêt marqué au déroulement de cette campagne, sinon de manière très minimale. Ils sont donc plus vulnérables aux grands effets de campagne. Une addition de facteurs les amène à hésiter, à changer d'opinion, à voter autrement. Pour compléter les 49 % de 1995, il ne reste qu'une dernière couche, celle de l'argile, soit 4 %. Cette strate est des plus volatiles: un peu d'eau et les voilà ailleurs; ils sont sensibles au moindre vent, ce sont de vrais papillons. Un rien les influence.

Du côté fédéraliste, on remarque une stratification du même type, à la différence près que la strate de calcaire est dotée d'un noyau plus important à cause en particulier du vote non-francophone massivement fédéraliste. Quand un camp a le vent dans les voiles, non seulement parvient-il à consolider ses propres strates, mais il fait des gains sur les couches les plus malléables de l'autre camp.

L'examen des résultats électoraux du 2 juin nous oblige à conclure que le camp souverainiste a perdu sa couche argileuse; il a également perdu presque la moitié de sa strate de grès. Quand les sondages affichaient d'une manière convergente un score de 32 % au milieu du mois de mai, il ne restait plus que la couche de calcaire et des miettes de celle de grès. Pourquoi donc cette érosion?

Les causes superficielles

Chacun est disposé à dresser une liste de causes des plus diverses. Sur la base des recherches que nous avons menées au cours des dernières années, il nous est possible de distinguer les causes superficielles des causes plus profondes.

Au premier rang, on trouve les causes accidentelles, qui tiennent de la logistique. L'histoire du bonnet de la fromagerie ou celle de l'autobus par exemple. Pour y remédier, il a suffi de corriger le tir. Les deux dernières semaines de campagne ont ainsi permis de projeter une meilleure image du Bloc.

Au deuxième rang, on peut repérer des causes liées au message et aux porteurs du message. Une compréhension inadéquate de l'opinion publique, ne permettant pas de définir les bons axes de communication, risque d'éroder le potentiel électoral. Des porte-parole impopulaires ou peu crédibles peuvent donner envie aux électeurs de «tirer sur le messager».

Ceux qui au sein du Bloc et du PQ ont été tentés d'ouvrir la porte à une remise en question du leadership actuel, attribuent ainsi une grande importance à ce dernier facteur. Un message transmis par un messenger inadéquat n'atteint pas la cible. Nul doute qu'au terme de cette campagne, cette interrogation reste légitime. Le mouvement souverainiste a toujours compté sur des chefs charismatiques. Manifestement, Gilles Duceppe n'en est pas un. Mais il n'y a pas que lui qui soit en cause. Lors de la dernière campagne, les alliés naturels du camp souverainiste semblaient engoncés dans d'inextricables chicanes de famille. Au-delà de la question de savoir qui avait tort et

qui avait raison, l'électeur moyen, qui suit la politique d'une manière impressionniste, avait le sentiment que les Duhaime, Parizeau, Bouchard, Godbout, Duceppe et autres, formaient une famille désunie, ravagée par des problèmes de personnalités. Rien pour aider la cause.

Malheureusement, le plus souvent, l'analyse de la campagne s'arrête là. Les leçons sont simples pour l'esprit et rassurantes pour l'avenir: fini les chicanes, ayons une meilleure équipe de campagne, peaufinons nos rapports avec les médias, resserrons nos relations avec les partenaires de la souveraineté et la prochaine fois (à l'élection provinciale et lors de l'ultime référendum) tout ira mieux, beaucoup mieux. Ce raisonnement qui ne fonde le diagnostic que sur la logistique nous semble trop court. D'autres facteurs, plus fondamentaux minent le mouvement souverainiste.

Les causes profondes

Pour les identifier, il faut prendre un peu de recul et regarder l'histoire récente. Depuis les années soixante, le mouvement nationaliste québécois moderne s'est indiscutablement développé autour des événements linguistiques. 63, 22, 101, 178, 86... il suffit de mettre bout à bout ces nombres pour qu'on se rappelle des coalitions et manifestations qu'ils ont provoquées. Le mouvement souverainiste, qui semblait absent de la scène au milieu des années quatre-vingt, a repris vie lorsque la Cour suprême a exigé des modifications à la loi 101. Aujourd'hui, rien de tout cela; le dossier linguistique est à présent apparemment fondé sur un *modus vivendi* que la classe politique — libérale et péquiste — semble accepter et que l'opinion publique semble considérer comme satisfaisant. En somme, la langue n'est plus spontanément un facteur de mobilisation. Le premier moteur de la cause souverainiste tourne au ralenti. Le règlement apparent du dossier linguistique enlève un argument important à la souveraineté.

Le second dossier est lié à l'État. Au début des années soixante, puis tout au long des années soixante-dix, l'État québécois était en pleine expansion: création de ministères, d'organismes publics, de grands projets collectifs. Ces efforts centrés sur l'activité de l'État alimentaient le mouvement souverainiste. On luttait contre le fédéral dans l'objectif de détenir tous les pouvoirs étatiques. La charge positive que ceux-ci revêtaient transformait chaque empiètement du pouvoir fédéral en une agression, en une limitation des possibilités d'affirmation de la québécoité. Aujourd'hui, rien de tout cela. L'État québécois (à l'instar de bien des États providence du monde occidental)

apparaît comme épuisé, impuissant. Il ne suscite plus la même adhésion. En conséquence, la présence du fédéral ne provoque plus la même réaction, l'État n'étant plus la voix privilégiée d'affirmation du nationalisme québécois. Tout le dossier du rapatriement des pouvoirs, et des querelles fédérales-provinciales, a perdu dès lors de son impact mobilisateur. Il est devenu caduc. Voilà donc un second moteur qui tourne au ralenti. Et même quand on en aura fini des coupures dans le secteur public, le rapport émotif à l'État continuera d'être distant, sceptique, ou du moins problématique. La magie du nationalisme étatique ne joue plus, et sera difficile à réanimer dans un avenir prévisible.

C'est peut-être parce que ces deux moteurs se sont arrêtés progressivement, quasi subrepticement, au cours des dernières années, et à travers des agendas qui n'épousaient pas toujours les échéances de l'agenda référendaire, qu'on n'a pas vraiment repéré leurs effets sur la mobilisation souverainiste. Il n'en reste pas moins que ces moteurs ne tournent plus; l'avion souverainiste vole uniquement sur sa poussée d'autrefois, sur le souvenir de ses mobilisations passées. Certes, il faudrait apporter des nuances, mais un fait s'impose: bien des gens sont encore souverainistes seulement parce qu'ils l'ont déjà été.

La défiance du politique

Reste une dernière série de facteurs liés à une autre thématique: le rejet de la sphère politique. Nous vivons à une époque où la classe politique inspire de moins en moins; elle suscite la méfiance. Les politiciens sont perçus comme des Pinocchio, aux yeux d'un grand nombre de citoyens. Indéniablement, tous les partis politiques souffrent de ce phénomène, mais ceux qui ont à défendre un projet plus ambitieux, plus structurant que la simple gestion des affaires publiques, en ressentent plus cruellement les effets. Leur projet ayant une plus longue portée, l'absence de soutien à l'endroit des émetteurs politiques entraîne un fléchissement manifeste de la charpente idéologique.

Mais il y a plus: le rejet de la sphère politique provoque aussi une méfiance à l'endroit des grands projets. Que l'on se souvienne, par exemple, que cet été la manifestation sur la «Divers-Cité» pour célébrer la fierté gaie a attiré une foule plus nombreuse que la fête nationale du Québec! Quand Jean Chrétien soutient qu'il règle les problèmes dossier par dossier, sans faire de totalité, il a fort bien compris que l'électorat ne souscrit plus à des ensembles identifiés; le pragmatisme est préféré à l'idéologie. L'électorat veut des

réponses à des problèmes, des résultats rapides, des effets perceptibles... les grandes idées n'emballent plus, les horizons lointains ne sont plus dans le champ de vision d'une large part des électeurs. Le grand projet que constitue la souveraineté du Québec en subit les effets.

II. Les électeurs centristes

Règlement apparent de la question linguistique, épuisement de l'État, rejet des politiciens et méfiance à l'endroit des grands projets de société: tous ces facteurs ont sapé les bases théoriques et politiques du discours souverainiste.

L'effet Charest

Quand on s'y arrête, on comprend combien ces facteurs ont miné l'ardeur des souverainistes les plus convaincus à défendre la souveraineté, à la porter dans leur famille, auprès de leurs amis, dans leur voisinage, dans leur milieu de travail, et ainsi à consolider les strates plus fragiles de l'opinion. Certes, les souverainistes convaincus sont restés fidèles à leurs convictions, ils ont été voter pour le Bloc, mais ils ne sont plus des propagandistes comme autrefois. En fait, la volatilité des éléments de surface est liée à la fragilisation des profondeurs du mouvement.

Si Charest a eu un tel impact, c'est parce que le mouvement souverainiste vit une crise plus profonde, dont il se rend à peine compte, tout occupé qu'il est à gouverner d'une part et à gérer au jour le jour un mouvement dont les dynamiques d'autrefois n'agissent plus. Si, pour reprendre notre image géologique, la couche d'argile et une large part de la couche de grès se sont désagrégées, ce n'est pas simplement parce que Gilles Duceppe ne crève pas l'écran ou que Jean Charest a une gestuelle habile et un sourire angélique... c'est principalement parce que les moteurs d'autrefois ne tournent plus. Quand plus des trois quarts des électeurs de la strate d'argile et de celle de grès sont d'avis qu'il serait possible de réformer le fédéralisme canadien de manière à satisfaire à la fois le Québec et le reste du Canada, il y a un problème pour les souverainistes, que Charest a su habilement exploiter.

La prise qu'a indéniablement eu Charest au milieu de la campagne est proportionnelle à la crise qui affecte lourdement la cause souverainiste. Dans la vie privée, comme dans la vie publique, on est séduit par une tierce personne quand notre couple bat de l'aile. On est d'autant plus sensible à la nouveauté, même momentanément, que le fond de nos convictions est

fissuré. Pendant la dernière campagne électorale, Jean Charest a été cette tierce personne. Bien plus, si les journalistes lui ont donné tant d'importance, c'est peut-être parce que le fond faisait défaut. En fait, la séduction qu'a indéniablement exercée le chef conservateur au début de la campagne électorale, était proportionnelle à la faiblesse du discours du camp souverainiste. Et cette faiblesse est la conséquence des fissures qui traversent les convictions souverainistes.

Les souverainistes doivent trouver d'autres moteurs, un autre argumentaire. Sur quelles bases reconstruire et relancer la lutte souverainiste? Que faire? Où faut-il agir? Procédons par élimination.

Les facteurs socio-économiques

Pendant longtemps, l'analyse de l'opinion publique s'est arrêtée à travailler les caractéristiques socio-économiques (sexe, âge, éducation, revenu, etc.); les femmes, les gens âgés, les personnes moins scolarisés et celles détenant ou bien un revenu très élevé ou bien très bas présentaient un penchant à l'endroit des thèses fédéralistes; les souverainistes présentaient les caractéristiques inverses. Au fil des années quatre-vingt, ces variables ont perdu de leur capacité d'expliquer le vote. Les oppositions traditionnelles ne jouent plus ou si peu. Femmes et hommes ont maintenant des opinions très similaires, une portion des plus de cinquante ans appuie désormais la cause souverainiste. Quant aux revenus et à la scolarité, leurs effets sont là, mais moins nets, du moins depuis qu'une bourgeoisie francophone s'est constituée solidement.

En fait, il ne reste que la langue. Mais une fois qu'on a fait le constat que les anglophones et allophones sont quasi unanimement contre la souveraineté, on a tout dit et rien dit, sinon qu'il faut convaincre des francophones!

On ne peut donc aujourd'hui aussi clairement que jadis, cibler des tranches de l'électorat sur la base des caractéristiques socio-économiques. Que reste-t-il alors? L'opinion publique est une galaxie d'une extrême complexité, et il faut en connaître tous les éléments pour pouvoir agir sur elle. Les analyses simplistes ne fournissent pas d'outils d'action. Il faut au contraire segmenter l'opinion publique selon ses attitudes politiques.

Dans un premier temps, il faut dépasser le niveau élémentaire qui consiste à simplement demander aux électeurs s'ils voteraient OUI ou NON dans un prochain référendum. Quand on propose aux répondants quatre options constitutionnelles — l'indépendance, la souveraineté-association (ou partenariat), le statut particulier (fédéralisme renouvelé) et le statu quo — et qu'on leur demande d'indiquer leur degré d'appui à chacune de celles-ci, l'analyse permet de mesurer, au-delà des intentions de vote déclarées, les attitudes politiques sous-jacentes, et de distinguer les fédéralistes, les souverainistes et les centristes. Évidemment, les fédéralistes et les souverainistes constituent les noyaux les plus stables des électorats libéraux et péquistes, mais le but de la démarche consiste surtout à comprendre le comportement électoral des centristes.

Ce qui éloigne les centristes des souverainistes est de nature politique, et se réduit pour l'essentiel à la crainte de «sortir du Canada»: cette crainte n'a pas toujours un fondement rationnel, et elle a souvent une base psychosociale. Ce qui, par contre, rapproche les centristes des souverainistes, est de nature identitaire, et peut se résumer par le sentiment d'appartenance amenant les francophones à considérer le Québec comme lieu d'expression de leur peuple et de leur nation («nous»), tandis que le Canada est perçu principalement comme un cadre politique rassurant.

Pour les souverainistes, il s'agit évidemment d'amener le groupe des centristes à les rejoindre. Pour y arriver, il faut qu'ils puissent faire disparaître la crainte ou le rejet inspirés par l'idée de rupture tout en amplifiant et en renforçant le sentiment d'appartenance et d'identité.

Les électeurs centristes

Les centristes sont des électeurs parmi les moins bien informés, suivant très peu l'actualité politique. Une série d'analyses nous a aussi permis de remarquer que les gens qui occupent le centre de l'électorat vivent souvent des situations de fragilité et d'exclusion sociale générant un plus fort sentiment de solitude, de précarité, une faible estime de soi et une perception plutôt négative de leur milieu. On comprend alors mieux comment se combinent ainsi une série de facteurs qui viennent colorer la façon de recevoir les messages politiques.

Ces éléments sont solidaires: on constate qu'un fort sentiment de solitude sociale induit une faible estime de soi, une détérioration de la perception de son entourage et une dégradation de l'appréciation du milieu en regard de soi. Cela accroît la vulnérabilité à des arguments de peur et repose, somme toute, sur une vulnérabilité beaucoup plus générale des personnes vis-à-vis de leur propre intégration sociale: l'individu doute de ses propres capacités d'améliorer sa situation, évite les conflits afin de réduire son anxiété et est porté à adopter l'opinion majoritaire ou perçue comme telle. C'est ce que l'on appelle «la spirale du silence».

La conséquence est toute simple: la vie politique comme lieu d'échanges conflictuels sur le destin de la collectivité n'a pas de sens pour eux; elle se situe ou bien en périphérie de leur existence ou pire encore, hors de celle-ci. Lorsqu'il y a une discussion politique ils ont tendance à se taire et à se retirer.

Les électeurs centristes, s'ils perçoivent peu de différences entre Canadiens et Québécois, se considèrent néanmoins plus Québécois que Canadiens. Ce qui distingue surtout les électeurs centristes, c'est leur mode d'appartenance sociale: ils ne sont pas des tenants de l'ordre et de la loi, ils n'accrochent pas aux grands symboles nationaux, et ils sont par ailleurs très fonctionnels ou pragmatiques. Pour schématiser, ce sont des personnes peu doctrinaires (ni fédéralistes, ni souverainistes), pragmatiques, dont le sentiment d'appartenance à un groupe est davantage lié aux bénéfices matériels qu'ils en retirent. Il en découle que ces personnes changent plus facilement d'idée.

Les centristes ne sont pas «indécis» au sens où on l'est lorsqu'on hésite entre deux choix parce qu'on a de la difficulté à évaluer clairement les avantages et les inconvénients des différentes options. Dans les sondages ils expriment leurs opinions, mais celles-ci changent facilement d'une option à l'autre en quelques mois au gré des événements. Au moment du choix final, ils se rabattent souvent sur le choix le moins engageant et le plus rassurant (le statu quo), par prudence (ou par crainte) et en conformité avec l'opinion perçue comme majoritaire: on peut évaluer qu'ils composent de 20 à 25% de l'électorat.

Des comportements erratiques

Une bonne partie d'entre eux a opté pour le rejet des ententes de Charlottetown en 1992 (le projet proposé comportait trop de risques et «à ce prix-là, c'était NON!»), et appuyé le Bloc québécois en 1993 (il s'agissait

d'envoyer une équipe pour «défendre les intérêts du Québec à Ottawa»). En 1994, ils ont appuyé mollement le Parti québécois, mais en 1995 le camp du OUI en a sans doute rallié une forte proportion, et c'est ce qui explique le niveau de 49,4 % atteint. En 1997, ils ont en bonne partie boudé le Bloc québécois et ont été attirés par le chant des sirènes de Jean Charest, qui promettait de nouveau une chimérique réforme du fédéralisme, aussi nébuleuse qu'improbable.

Les caractéristiques psychologiques permettent de comprendre le comportement des électeurs centristes: ils ont peu de mémoire politique, leur vote ne repose pas sur un ensemble défini d'arguments précis, ils ont tendance à analyser les enjeux politiques à l'aide de catégories non politiques. Ils sont les cibles désignées du discours démagogique et populiste.

À la lumière de ces considérations, le discours des deux camps revêt donc une signification plus profonde. Pour convaincre un centriste, les souverainistes doivent continuellement le rassurer: maintien de la monnaie, de la citoyenneté canadienne, du passeport, du marché canadien, des ententes internationales, etc.: le «business as usual». Tout ce discours sur la continuité, le partenariat — qui hérisse pourtant les indépendantistes de la première heure — a pour objectif de séduire les centristes fonctionnels qui craignent de voir leur revenus ou leur situation compromise par des projets de société qu'ils ne chérissent pas. À l'inverse, les fédéralistes jouent sur la rupture, la coupure, la séparation, le chaos, le désordre, tout pour énerver les fonctionnels, à l'estime de soi fragile, du centre de l'électorat. Les campagnes publicitaires des différents camps montrent indubitablement l'existence et l'efficacité de ces variables psychosociales sous-jacentes à tout message politique, et montrent que les stratèges des deux camps connaissent bien la texture de ces attitudes.

Mais si ces variables psychologiques permettent de comprendre le vote des centristes, elles ont cependant une portée pratique limitée pour l'acteur politique. Le discours politique peut (et doit) reconnaître et épouser les formes de l'affect, mais il n'a pas pour autant une fonction thérapeutique à leur endroit. De la tribune politique on ne peut rassurer les inquiets, consoler les esseulés, ni valoriser ceux qui ont une estime réduite d'eux-mêmes. On peut cependant développer un nouveau «consensus des arguments» qui alimentera les plus convaincus et dynamisera les «raisons du cœur».

III. Un nécessaire recadrage

Lorsque Lucien Bouchard, lors de sa conférence de presse clôturant la dernière session parlementaire, soulignait la nécessité de «repenser le nationalisme»... il n'avait pas tort. Bien au contraire! La gifle qu'ont reçue les souverainistes le 2 juin dernier nous montre la nécessité de définir de nouvelles perspectives. Les changements cosmétiques et tactiques sont devenus insuffisants.

En fait, il faut refaire l'effort de création qui a initié le mouvement souverainiste, développer un nouvel argumentaire, redonner du sens au projet de la souveraineté, repenser le nationalisme. La péréquation, le partage des pouvoirs, l'échec de Meech ou le rapatriement de 1982 ne constituent plus des arguments efficaces pour rallier une majorité dans l'exigence d'un nouveau pays. L'indignation a fait son temps. Et la nostalgie aussi, comme l'ont montré les manifestations pour commémorer le voyage de De Gaulle il y a trente ans et son discours du balcon de l'Hôtel de ville de Montréal.

Il faut que pour le prochain référendum on ne vise plus une majorité précaire, mais une majorité confortable, parce que cette troisième fois sera sans doute la dernière.

La difficile majorité

Sachant ce que l'on sait maintenant de la complexité de l'opinion publique, quelles sont les conditions pour que le camp souverainiste puisse constituer une majorité significative? Cette majorité n'est pas impossible, et on l'a vue se constituer lors du référendum de 1992, alors que le NON obtenait 56,7 % des voix. Elle est cependant difficile à atteindre.

La première difficulté tient évidemment à la polarisation du vote linguistique, qui fait que les non-francophones votent presque unanimement contre la souveraineté. Cela veut dire que le camp souverainiste doit rallier environ les deux-tiers du vote francophone pour obtenir une majorité décisive, objectif difficile dans le cadre des sociétés occidentales modernes et démocratiques.

La deuxième difficulté tient au fait que la mobilisation ne pourra se faire seulement sur la base des moteurs traditionnels de la cause souverainiste, la langue et le rôle de l'État, tels qu'on les a fait valoir dans le passé. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas redéfinir l'État ou que le dossier linguistique soit

régulé. Cela signifie que ces deux arguments ne sont plus aussi mobilisateurs que dans le passé.

D'autre part, une majorité ne sera pas acquise par la seule mobilisation des segments les plus convaincus et les plus motivés du mouvement souverainiste, ce que nous avons appelé la couche de calcaire. Cela ne pourra pas non plus se faire en ralliant seulement les électeurs mobilisables à la faveur d'une bonne campagne électorale, d'un bon messager, d'une bonne organisation, ce que nous avons appelé la couche de grès: en 1995, ce pari risqué n'a pas donné le résultat escompté.

Pour obtenir une majorité, les souverainistes doivent être capables de rallier à leur cause les électeurs centristes. Mais là est la principale difficulté. En effet, plus on se situe dans les couches friables de l'électorat, plus on a affaire à des personnes pragmatiques, fonctionnelles, apolitiques, moins informées, plus difficiles à rejoindre. C'est ce que les politologues appellent parfois les électeurs amorphes ou apathiques. Pour rejoindre, sensibiliser et convaincre ces électeurs, un important recadrage du projet souverainiste sera nécessaire, faute de quoi les souverainistes risqueront, dans quelques années, de perdre le troisième, et dernier, référendum sur la souveraineté.

Des opinions porteuses d'avenir

Ce sont les opinions qui sont modifiables par le discours politique. Que dire? Que faire comprendre? La conviction souverainiste doit emprunter une structure semblable à celle que n'importe quel individu doit avoir lorsqu'il désire quitter un lieu, une entreprise ou un lien amoureux, bref lorsqu'il doit faire un choix important.

Que dit donc un jeune qui veut quitter le domicile parental, un associé qui veut quitter les siens ou un partenaire qui veut refaire sa vie. Ils se posent tous la même série de questions : 1) ai-je épuisé toutes les possibilités que me donne la situation où je me trouve?; 2) ai-je le droit de quitter ma situation?; 3) aurai-je à long terme le potentiel d'être autonome; et finalement 4) mon ambition est-elle réalisable à ce moment-ci? Quand on répond OUI à ces quatre questions on quitte habituellement son logement, ses associés, son ou sa partenaire. On décide d'aller ailleurs, de refaire sa vie. Quand on répond NON à ces quatre questions, on reste là où on se trouve. Toute l'hésitation provient d'une combinaison de OUI et de NON.

Pour définir un pays

Les opinions sur lesquelles on peut fonder un nouveau pays relèvent de la même structure cognitive. À trois reprises nous avons ainsi interrogé les Québécois sur ces quatre éléments: 1) «il n'est pas possible de réformer le fédéralisme canadien de façon à satisfaire à la fois le Québec et le reste du Canada»; 2) «le Québec a le droit de se séparer du Canada»; 3) «le Québec dispose des ressources humaines et matérielles pour devenir souverain»; et 4) «la souveraineté du Québec est réalisable à court terme». Chacune de ces opinions incorpore une des dimensions de la construction d'un Québec souverain: le politique, le juridique, l'économique et le conjoncturel.

L'analyse des données accumulées au cours des dernières années permet de conclure que les réponses à ces quatre éléments permettent de prédire le vote référendaire dans 85 % des cas. En fait, plus on donne de réponses affirmatives à ces quatre éléments, plus on a de chances de voter OUI. Les électeurs qui répondent oui aux quatre indicateurs, votent pour le OUI à plus de 90 %; ceux qui répondent non aux quatre indicateurs, votent NON eux aussi à plus de 90 %: ce sont les couches de calcaire des deux options. On notera aussi que les quatre oui ou les quatre non sont très stables. Ce sont ceux qui expriment une combinaison de oui et de non qui hésitent, qui virevoltent: lorsque les répondants donnent trois réponses positives sur quatre, on retrouve la couche de grès; c'est lorsque les réponses sont deux fois oui et deux fois non, que l'on traverse la bifurcation séparant les souverainistes des fédéralistes. On voit immédiatement que ces électeurs ne sont pas «sans opinion», ni «sans idée»: ils sont ambivalents. Ils sont discrets quand on les interroge sur la souveraineté, mais volubiles quand on leur soumet les quatre arguments.

De ces quatre dimensions, la dimension politique (possibilité de réformer le fédéralisme) apparaît comme la plus discriminante, mais toutes les quatre s'articulent à la notion d'État, reconnu ici comme ensemble institutionnel ou comme acteur agissant à travers un réseau de possibilités et de contraintes. Les répondants doutent d'autant plus du droit du Québec à exercer sa souveraineté et de l'existence de ses ressources humaines et matérielles pour être souverain, qu'ils ont un fort sentiment d'attachement au Canada.

Une stratégie fédéraliste révélatrice

La plus belle preuve de la force de cet argumentaire est évidemment le comportement des fédéralistes. Au cours des derniers mois, les stratégies

fédéralistes se sont attaquées à chacune de ces quatre dimensions: 1) tentative de prouver la souplesse du fédéralisme (ententes administratives sur des dossiers particuliers, comme celui de la formation de la main-d'œuvre); 2) tentative d'illégitimation de la déclaration de souveraineté (recours à la Cour suprême); 3) chantage économique (non-viabilité d'un Québec souverain); et 4) menaces à la faisabilité de la souveraineté (partition et plan B).

Devant cela, les souverainistes n'ont d'autre choix que d'agir sur ce même terrain. Ils doivent répliquer point par point. Ils doivent développer cette nouvelle conviction, qui possède un volet négatif (le fédéralisme n'est pas flexible), mais qui possède surtout trois volets positifs («on est capables»).

Cet argumentaire n'est pas académique. Dans un avenir très rapproché, le jugement de la Cour suprême donnera une occasion de débattre du deuxième argument. Si les fédéralistes parviennent, en prenant appui sur l'instance judiciaire, à miner la légitimité du droit à la souveraineté ou tout au moins à semer le doute dans la conscience des Québécois, tout l'édifice souverainiste s'en trouvera ébranlé.

Ces quatre arguments sont à la fois des piliers et des cordes sensibles, mais aussi les quatre cases centrales de l'échiquier politique, celles dont l'occupation conditionne le contrôle du jeu. Repenser le nationalisme nous oblige à agir sur ces quatre éléments. Les quatre piliers que nous avons décrits sont des soutiens indubitables à l'élaboration d'une conviction légitime, durable et qui est compatible avec l'esprit du partenariat. C'est donc là que la famille souverainiste doit agir pour convaincre les deux tiers des francophones.

À la recherche du destin perdu

Et alors le sentiment d'identité des Québécois et Québécoises, qui est la première donnée du nationalisme québécois, qui tourne actuellement à vide et se limite à un émotif «Nous sommes Québécois», dans une affectivité réactive quasi aléatoire, a de bonnes chances de réapparaître avec force si on le marie à un nouvel argumentaire positif et moderne.

Car il convient de le rappeler. La grande difficulté des hommes et des femmes politiques aujourd'hui vient de ce qu'ils ne parviennent plus à rendre compte des conditions de la vie sociale, qui sont également les conditions de la vie politique. Les peuples et les États sont fondés et se maintiennent parce qu'ils rendent crédible une certaine idée du «vivre ensemble»; ils incarnent ce qu'en d'autres temps on appelait la communauté de destin. Or, c'est ce qui

manque le plus aujourd'hui à l'État. Il nous manque en effet cette conscience claire des coûts incontournables d'une vie collective à laquelle on ne peut pas échapper, mais qu'on peut contribuer à définir. Cette conscience est fondée à la fois sur le partage de valeurs communes et sur la définition des moyens de la vie en commun. Bref, le renouveau du mouvement souverainiste suppose un discours différent sur nous-mêmes, sur ce que nous espérons pour l'avenir et sur les moyens qui permettent de nous approcher de cette définition idéale de ce que nous sommes, définition de nous-mêmes toujours changeante, à laquelle nous voulons convier les autres.

Dans cette perspective, qui met en évidence les conditions de la vie collective, une nouvelle réflexion sur les conditions du nationalisme est possible. La souveraineté nous convie d'abord et avant tout à une réflexion sur nous-mêmes et sur les choix que nous avons en partage.

«On ne parviendra à rien sans un important recadrage de la question nationale et sans ce facteur qui accompagne tous les grands changements: le temps» écrivions-nous en août 1995. Encore aujourd'hui, cet énoncé garde toute sa pertinence. À moins qu'on ne soit tenté, en misant sur sept petites semaines de campagne, de jouer une autre fois à la roulette russe avec notre avenir commun, pour qu'en tirant très fort dessus, la fleur pousse plus vite. On a vu en 1995 combien cette stratégie était hasardeuse. Pour un temps, il faut sans doute savoir poser l'accession à la souveraineté comme le produit d'une démarche de fond qui dépasse la conjoncture toujours imprévisible d'une campagne référendaire. Le référendum ne sera alors que la ratification d'un très large consensus sur ce que nous sommes et ce que nous voulons devenir.



Autrement, comme en 1995, nous irions contre un mur, et ce nouvel échec ne ferait que continuer de développer cette culture de la défaite, si caractéristique de notre histoire. Plutôt que de faire subir au Québec un nouvel échec qui ferait du projet souverainiste une utopie destructrice ayant, en fin de compte, affaibli notre peuple comme il l'a déjà été après la défaite des Patriotes, il serait plus réaliste de «remballer nos rêves» tout de suite, de faire preuve de pragmatisme et du sens des responsabilités, et de proposer immédiatement au Canada de bâtir une nouvelle «Union canadienne». Ce serait toujours mieux que ce que, Québécois souverainistes ou fédéralistes, nous pourrions obtenir au lendemain d'une troisième défaite référendaire.

Note: les analyses du GROUPE sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante: <http://www.cam.org/~pac/grop.html>